CSAL DiSI RAAB du 19 janvier 2026

Monsieur le Président

Solidaires Finances publiques vous présente ses meilleurs vœux pour cette nouvelle année 2026, ainsi qu'a votre équipe de direction !!!

Qu'ils soient emprunts de dialogue social, d'empathie et de concertation pour le bien des agents et de l'administration.
Que les décisions prises, le soient pour nous et avec nous.
Que les emplois et les missions pleuvent et que notre budget permette de réaliser toutes les transformations qui auront lieu prochainement dans les meilleures conditions possibles.

Nous vous remercions pour vos vœux retranscrits du national au local, sur les différents sites déjà visités, et sur le sentiment impersonnel qu'ils ont pu laisser.

Nous ne reviendrons pas sur les éternelles revendications nationales qui ont du mal à se concrétiser, ni sur les déceptions qu'elles entraînent.

La réalité du terrain est toute autre.

Nous n'avons pas de budget, mais tout laisse à penser que les suppressions d'emplois seront plus importantes que prévu.
On nous annonce 9 suppressions de postes d'inspecteurs, rien qu'à la DiSI Paris Île-de-France, et un solde négatif sans aucun chiffre à la DiSI GE…….
Le nombre de chaises vides en attente de contractuel est significatif, à défaut d'une attractivité défaillante.
Les transferts de postes d'un ESI à l'autre, voire d'un service à l'autre, vont bon train, le tout sans possibilité de contrôle réel.

Le dernier CSAL nous avait proposé une fiche sur la Rénovation de la méthode d'allocation et de gestion des emplois à la DGFiP (pour information). Rien n'avait pu nous être communiqué alors que sa mise en place était prévue au 01 janvier 2026.
On aurait pu penser que ce premier CSAL nous aurait apporté des précisons.
Que nenni…..

La fiche concernant la mission Osyris sur Nevers est juste le constat de la réunion en local de décembre avec la directrice de l'ESI de Nevers, comme indiqué, pour information.
Pour le reste rien.
Pour ce qui est de la fiche cadrant l'utilisation des véhicules de service, nous ne pouvons que constater que son évolution nous ramène à la situation d'avant et que cette situation d'infantilisation signalée lors de sa première sortie en avril, n'a été qu'une perte de temps qui a pu stigmatiser certains agents pour un résultat qui se passe de commentaires.

Nous voulions mettre aussi en exergue la volonté des agentes et agents à passer des concours et autres examens, même si par la suite, les mouvements de mutation, les fiches de poste, les recrutements personnifiés nous renvoient à un démontage en bonne et due forme des règles de base.
Le mot attractivité est de plus en plus difficile à employer, mais la persévérance et la conscience professionnelle montre que l'humain est encore bien présent.

Comme l'a souligné notre directrice, madame DUPONT, les réussites présentes et à venir sont nombreuses. La mise en place d'oraux blancs est un plus.
Sur les autres sites, il en va de même, bien évidemment.

Néanmoins, et même si ce n'est pas de votre fait, nous continuons à dénoncer l'utilisation prioritaire des jours CET pour les révisions avant l'utilisation du CPF.
Plusieurs agents se sont retrouvés dans cette situation qui est, à nos yeux, totalement illogique et inadmissible. Il y a eu beaucoup de questionnements à ce sujet, et la sérénité, voire le stress pour certains, aura pu remettre en cause la bonne préparation de ces oraux.

Ce qui nous amène aussi à nous poser la question de l'encadrement.
Si à la dernière FS vous étiez satisfait de la baisse des fiches de signalement (passage de 2 a 1), la réalité vous a rattrapé avec une nouvelle fiche fin décembre.
Nous avions fait remarquer que l'empathie et l'humain, pour les encadrants, devaient être de mise. On s'aperçoit qu'il surgit de plus en plus de petits conflits dans différents services et que certains prennent des proportions plus importantes.
Nous ne doutons pas de votre capacité à les gérer, mais une fois que le mal est fait, il est souvent trop tard. Le personnel ne peut pas être stigmatisé, ni venir la boule au ventre au travail.
Les remises en questions se doivent d'être faites par tous et à tous les niveaux, de peur que le pourcentage de ces fiches n'augmente.

Nous sommes extrêmement perplexes pour cette année 2026 à tous les niveaux et le fait que ce premier CSAL ait un ordre du jour aussi peu conséquent nous laisse plus que dubitatifs.

Aussi nous ne prendrons pas part à ce point d'information qui aurait pu faire l'objet d'une réunion avec chefs d'ESI, réunion qui aurait été sûrement plus fournie en sujets locaux.

Solidaires Finances Publiques continuera d être vigilant à tous points de vue pour le confort nécessaire au bien-être des agentes et agents de notre DiSI, tant au niveau personnel que professionnel.